

Rwanda

Les silences de la psychiatrie

(Syfia Rwanda) Reportage à l'hôpital psychiatrique de Ndera, à Kigali, le seul du Rwanda à soigner les maladies psychiques graves liées au génocide. Si la parole libère des traumatismes, les Rwandais semblent encore prisonniers de leurs silences et du passé.

À première vue, rien ne distingue l'hôpital psychiatrique de Ndera de n'importe quel bâtiment des environs de Kigali. Perché sur une colline à plus de 1 700 m d'altitude, il n'est signalé par aucun panneau. C'est un endroit calme, entouré d'autres habitations, avec, autour, les inévitables motocyclistes qui guettent les clients. Un détail intrigue toutefois : l'agent de sécurité du service de la Défense civile, posté à l'entrée, ne porte pas d'arme ce qui n'est guère dans les pratiques locales. *"Pour ne pas effrayer les malades"*, précise un infirmier. Peut-être aussi pour ménager le personnel médical. Car ici, tous, patients comme soignants, sont marqués au fer rouge par l'un des pires génocides du XX^e siècle.

"Nous sommes dans un pays où absolument toute la population a été engagée dans le massacre, de quelque côté qu'elle soit", explique Naasson Munyandamutsa. Ce médecin rwandais, qui suivait une formation en Suisse en 1994, est le premier psychiatre à être retourné sur place après les tueries. Il y a réhabilité l'hôpital psychiatrique de Ndera, le seul du pays, et contribué à reformer des équipes médicales. *"Dans ce génocide, le peuple entier a perdu son âme, dit-il. Celui qui a perpétré le crime est aussi mort psychologiquement. Même s'il est physiquement vivant, il a été amené à quitter la communauté des humains". "En plus, tout s'est passé avec une rapidité diabolique : en 2 à 3 mois, le 'boulot' était fini, poursuit-il, Les machettes utilisées sont des outils de la vie quotidienne, pour l'agriculture. Tout est sali, souillé. Maintenant, chaque geste servant à reconstruire, faucher par exemple, ramène forcément à la mort plutôt qu'à la vie."*

Le psychiatre rwandais était de passage en mai à Genève pour un colloque sur le thème "Conflits armés et santé mentale", organisé par le Forum de l'Université "Santé et droits de l'homme". Pour lui, victimes et bourreaux ont été embarqués dans la même folie meurtrière et ont subi des traumatismes d'une même intensité. La seule manière de relever le pays est de permettre aux uns et aux autres de se reconnecter à la vie et de reconstruire leur histoire. C'est à cela qu'œuvre son hôpital à Kigali.

Le dilemme des soignants : dénoncer ou pas ?

Le docteur Naasson se serait-il exprimé aussi librement dans l'atmosphère tendue qui règne actuellement dans son pays et jusqu'au sein de Ndera ? Sur place, le journaliste qui s'aventure dans l'hôpital rencontre un personnel plutôt laconique. C'est que depuis le début de la mise en place en 2002 des *gacaca* (juridictions populaires destinées à faire la vérité sur le génocide) et surtout leur démarrage effectif en mars dernier, la peur et la méfiance sont montées de plusieurs crans au Rwanda. Le personnel soignant se retrouve, lui, face à un terrible dilemme : *"La loi intime l'ordre de dénoncer toute personne soupçonnée d'avoir trempé dans le génocide. Or, c'est totalement contraire à notre déontologie qui demande le respect du secret professionnel"*, explique le frère Charles Nkubiri, directeur de l'hôpital.

Comment l'équipe gère-t-elle ce problème ? Réponse officielle : l'hôpital n'a jamais eu à accueillir des ex-tueurs. Ces derniers se trouvent dans les prisons (75 000 accusés de génocide sur 85 000 détenus, selon le ministère de la Justice). *"Nous avons mis sur pied des*

équipes ambulatoires pour les visiter", se contente de répondre le directeur. On n'en saura pas plus.

L'atmosphère à Ndera n'est pas différente de celle n'importe quel hôpital d'un pays du Sud. Une fois le portail franchi, on assiste devant la réception à un chassé-croisé de visiteurs, soignants, malades, venus acheter boissons sucrées, pain, savon ou pâte dentifrice. Une sérénité apaisante règne sur les lieux. Bien sûr, il y a là-bas tout au fond le bloc des violents, avec du mastic fraîchement appliqué sur les vitres brisées. Et ces deux hommes qui débouchent d'un couloir à pas saccadés, comme des automates, sous l'effet des médicaments. Et ces malades qui se parlent à eux-mêmes dans un langage incompréhensible. Plus loin, des enfants malades dansent en rythme en imitant les gestes des infirmiers.

Dans un coin, un groupe de vieillards qui fument la pipe. Leurs seuls regards disent de ne pas approcher. Quelques jeunes se montrent un peu plus loquaces. *"Chaque fois qu'il y a le cours d'éducation politique et qu'on parle de guerre, de gens tués, je perds la tête directement. Alors, on m'amène ici et dès que je me sens mieux, je repars."* Bimenyimana est en train de décorer la salle polyvalente. Il a 18 ans et il essaie de suivre l'école secondaire. Mais régulièrement, il se retrouve à l'hôpital. À côté de lui, Jeanne doit avoir le même âge : *"Je suis ici à cause des gacaca"*. Comment, pourquoi ? *"Ça ne te regarde pas"*, tranche-t-elle. On en restera là...

Le directeur l'affirme : depuis l'instauration des gacaca, les malades affluent car les confessions publiques réveillent traumatismes et cauchemars. On s'en rend bien compte ici, à l'hôpital de Ndera. Il suffit de prononcer le mot "génocide" pour que les regards se fassent évasifs, les silences pesants. Voilà onze ans que les massacres ont eu lieu, mais la peur est toujours intacte.

Gilbert Rwamatwara et Carole Vann

Syfia International
20, rue du Carré-du-Roi
34000 Montpellier - France

Envoi n°05-24 – Juin 2005

www.syfia.info